

## **Séance ordinaire du mercredi 8 février 2023**

**L'an deux-mille-vingt-trois et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

### **Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville**

#### **Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Mylvia HOUGUET, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

#### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Clare HART ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

#### **Absents / Excusés :**

Luc ALBERNHE, Mohamed ALTRAD, Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

## **Conventions de Partenariat 2023-2026 entre la Ville de Montpellier et les associations gestionnaires de structures Petite Enfance pour la mise en œuvre de projets spécifiques - Autorisation de signature**

Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier est fortement engagée dans le secteur de la Petite Enfance et tout particulièrement dans sa volonté de faire de Montpellier une Ville à hauteur d'enfant et de développer et soutenir une offre d'accueil diversifiée pour les jeunes enfants montpelliérains.

C'est ainsi que par délibération du 13 juin 2005, le Conseil municipal a mis en place un partenariat pour le financement des structures Petite Enfance en gestion associative sous forme de prestations de service municipales. Ces prestations, horaires et basées sur l'activité pour la majorité des équipements, peuvent être également parfois forfaitaires lorsque ces structures répondent à des besoins particuliers, œuvrent sur des territoires fragilisés ou mettent en œuvre des projets avec des enjeux spécifiques. C'est également la modalité de financement qui a été retenue pour accompagner les postes de coordination associative.

Toutes ces actions étaient, jusqu'en 2022, cofinancées dans le cadre du Contrat enfance jeunesse (CEJ) passé avec la Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Hérault. Cependant, depuis quelques années, la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) met progressivement fin aux CEJ, considérant que ce dispositif est complexe et inégalement mis en œuvre sur les territoires.

Le CEJ 2019-2022 arrivant à son terme le 31 décembre 2022, la Ville et la CAF de l'Hérault ont donc négocié les termes d'une nouvelle contractualisation, la Convention territoriale globale (CTG), qui succède au CEJ.

Souhaitée plus transversale par la CNAF, cette nouvelle CTG vise à développer un partenariat global autour du projet de territoire porté par la Ville et notamment sur les thématiques petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale. La signature de la nouvelle CTG 2022-2026 entre la Ville de Montpellier et la CAF de l'Hérault a été autorisée par délibération du Conseil municipal en date du 16 décembre 2022.

Dans le cadre de cette nouvelle CTG, la Ville souhaite poursuivre son engagement financier des actions listées ci-dessous :

- **Multi-accueil Les Lilas** : cette structure accueille des enfants de moins de 3 ans, soit au sein de la crèche collective, soit au domicile d'assistantes maternelles rattachées à l'établissement. L'accueil peut être régulier ou occasionnel et s'adresse principalement aux parents avec des horaires de travail atypiques et variables ou rencontrant des difficultés médicales, sociales ou éducatives. Les montants de la prestation forfaitaire annuelle sont fixés à 45 000 € pour l'accueil collectif (26 places) et 85 000 € pour l'accueil familial (20 places). Ils pourront être révisés en fonction de l'évolution du nombre de places ;
- **Micro-crèche Les Fabulettes** : la crèche accueille les enfants de moins de 3 ans dont les mères, domiciliées à la Mosson, sont en parcours d'insertion sociale auprès d'associations du quartier qui dispensent des cours d'alphabétisation. Pour bénéficier d'un accueil, la mère doit être engagée auprès d'une association partenaire soit dans une action de formation (alphabétisation, remise à niveau), soit dans des ateliers (informatique, cuisine, couture, sport...). Le montant de la prestation forfaitaire annuelle est fixé à 11 000 € ;
- **Micro-crèche Babycar** : cette structure itinérante de 10 places est l'expression d'une volonté commune entre le Département de l'Hérault, la Ville de Montpellier, la CAF et l'Association Mas des Moulins pour répondre à un besoin spécifique des familles des quartiers Cévennes et du Petit Bard. Ce système d'accueil flexible offre en effet la possibilité aux mères qui suivent des cours d'alphabétisation de faire garder leur(s) enfant(s) sur le même lieu. Il facilite donc les parcours d'insertion et d'intégration pour ces mères en leur permettant de s'engager dans des démarches rendues impossibles sans ce relais de garde adapté. Le montant de la prestation forfaitaire annuelle est fixé à 11 000 € ;
- **Coordination du Collectif 34 des crèches associatives de l'Hérault** : le Collectif 34 a vocation à accompagner les crèches associatives en apportant des réponses concrètes à leurs questions d'ordre juridique, administratif et budgétaire. Le coordonnateur anime un réseau dynamique pour diffuser et partager les connaissances et les compétences entre les différents acteurs du secteur de la petite enfance et notamment la Ville, les crèches associatives, la CAF et le Département. Le montant de la prestation forfaitaire annuelle est fixé à 5 000 € ;
- **Coordination du dispositif « Plateforme Garde d'enfants d'Adages (PGE) »** : la PGE a pour objectif de proposer aux enfants des familles bénéficiaires du RSA qui sont en parcours d'insertion professionnelle, un accueil en crèche familiale, pendant une durée de 3 mois, renouvelable une fois, le temps de trouver un mode d'accueil en crèche collective. Pour la mise en œuvre de ce dispositif, la Ville de Montpellier s'engage à financer une partie du poste de coordination sous la forme d'une prestation forfaitaire annuelle d'un montant de 6 500 €.

Soucieuse de préserver voire dynamiser l'offre associative sur son territoire, la Ville entend poursuivre cette politique volontariste avec la mise en place d'un « *second étage* » de soutien financier. Ce dernier devra être préparé en concertation étroite avec les partenaires associatifs dans le courant 2023 pour déboucher sur des conventions d'objectifs et de financement particulières à partir de 2024, après que le Conseil municipal ait statué sur les nouvelles perspectives. Il sera fondé sur une logique de contractualisation et dévolu à des enjeux spécifiques liés à l'intégration dans un dispositif de guichet unique petite enfance, au développement de places ou à la satisfaction de spécificités de besoins.

La mise en place de ce « *second étage* » financier pourrait amener à la Ville à revoir les montants des prestations forfaitaires dont les modalités, ainsi que les obligations des gestionnaires associatifs, sont précisées dans une convention. Ces conventions sont donc conclues sur une durée d'un an, renouvelables 3 fois de manière expresse. De plus, afin d'assurer la continuité du financement de ces actions, chaque convention de partenariat sera prorogée jusqu'à la conclusion de la CTG suivante (ou du contrat substitutif suivant) dont les termes seront appliqués avec rétroactivité au 1<sup>er</sup> janvier 2027.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes des conventions de Partenariat 2023-2026 entre la Ville de Montpellier et les associations gestionnaires de structures Petite Enfance pour la mise en œuvre de projets spécifiques ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 16 février 2023**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 17 février 2023**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention partenariat 2023-2026 EAJE prestation forfaitaire.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20230208-218246-CC-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 17/02/23  
Réception en Préfecture : 17/02/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.